

efficace des ressources d'aide que peut fournir le Canada. De nouvelles sources d'aide se font jour. Qu'il nous suffise de mentionner la Banque asiatique de développement, de création récente, tandis que des institutions traditionnelles comme la Banque mondiale ont accru leurs services. Un facteur qu'il ne faut pas négliger non plus, c'est la prise de conscience sans cesse plus marquée des éléments complexes du développement économique.

La tâche immense qui s'impose de canaliser les énergies nationales vers la création d'une société internationale du genre de celle que nous voulons édifier dans notre pays est une oeuvre qui ne saurait s'accomplir par l'aide seule et loin de moi la pensée que l'aide économique puisse à elle seule résoudre les problèmes du sous-développement persistant. Notre objectif suprême est de fournir aux pays en voie de développement les moyens qui leur permettront de se suffire et surtout de se procurer par les voies normales du commerce les biens et les services dont ils ont besoin pour leur développement.

La croissance insuffisante des échanges dans les pays pauvres a donné lieu en 1964 à la tenue d'une conférence mondiale sur le commerce et le développement et, par la suite, à l'établissement sur une base permanente de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les discussions qui y ont pris place se sont déjà traduites par une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur du problème qu'il faut résoudre si nous voulons que les pays pauvres connaissent un développement économique plus rapide.

Il va de soi qu'une des tâches les plus urgentes de l'heure présente est de stabiliser et d'améliorer les revenus des pays en voie de développement par l'exportation des produits de base, dont une grande partie, grâce au commerce qui en est fait, apporte un pourcentage notable des revenus. Au cours des dernières années, les bas prix auxquels se vendaient certains de ces produits ont contribué bien souvent à neutraliser les avantages sur le plan du change étranger que comportait l'aide extérieure. On s'efforce ardemment à l'heure présente d'en arriver à des ententes internationales sur le sucre et le cacao. Les pays développés, qui occupent souvent le premier rang chez les consommateurs, ont été priés de jouer un rôle à part entière. Ils doivent être prêts à faire les adaptations voulues à leurs programmes et à consentir à certains sacrifices. Les pays en voie de développement en retireront un bien immense et, à la longue, nous en serons tous bénéficiaires.

Les pays développés doivent être prêts à ouvrir leurs marchés aux produits émanant des industries nouvellement établies dans les pays en voie de développement et, cela, dans une mesure beaucoup plus étendue que par le passé. Vous êtes tous au fait du problème qui se pose lorsque l'on ne veut pas que les importations de produits à des prix inférieurs viennent déranger nos marchés. Au Canada, nous avons établi notre réputation dans l'élaboration d'arrangements de coopération avec les fabricants dont les prix de revient sont bas et nous avons établi un marché imposant et croissant pour leurs produits.